

Nouvelles locales du mercredi 25 février 2015

@rib News, 25/02/2015 | Politique - Il s'agit d'un événement tenu ce lundi une réunion des organes dirigeants du parti CNDD-FDD dans les enceintes de la permanence nationale de ce parti sise à Kigobe en Mairie de Bujumbura. Les représentants provinciaux et communaux de ce parti ont été invités à se pencher sur les préparatifs aux élections de 2015. Ainsi, après cette réunion, ils ont remis un document contenant 23 points qui doivent déterminer les candidatures des Bagumyabanga sur les listes à tous les niveaux électoraux. Parmi ces points, il y a entre autres le fait qu'aucun membre ne va pas dépasser deux mandats dans chaque poste électif sauf s'il est illustré par ses réalisations dans les précédents mandats. De plus, il doit être un membre de ce parti à part entière, irréprochable, qui se laisse conseiller et qui conseille les autres, qui ne se laisse pas guider par les rumeurs et qui n'est pas corrompu. [isanganiro]

- La coalition RANAC Dushayure Uburundi estime que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) devrait tenir un atelier avec tous les partenaires politiques dans la préparation des élections afin de leur expliquer l'usage du bulletin unique qui sera utilisé lors des prochaines élections. L'un des dirigeants de cette coalition d'opposition y voit que comme cette pratique est nouvelle dans l'histoire des élections au Burundi, même les politiciens ne la comprennent pas suffisamment pour aller l'expliquer à leurs militants. Rwaswa Agathon voit que la population attend que cette pratique amène une amélioration et ainsi, il faut une sensibilisation effective. Il met ainsi en doute la crédibilité quant à la fabrication de ce bulletin et demande que si une société étrangère était choisie pour imprimer ces cartes, cela rendrait plus crédible tout en donnant que les imprimeries implantées au Burundi peuvent être utilisées pour la fraude. [bonesha/rtr/rpa]

- Le parti SONOVI Ruremesha trouve que le remplacement de l'administrateur directeur général de service national des renseignements montre à suffisance que le président de la République ne connaît pas la mission assignée à ce service. Le président de ce parti voit que le chef de ce service est un proche et ami du président de telle sorte que ses remarques et conseils devraient être pris au sérieux. D'ailleurs Ndayishimiye trouve également que ce sont de tels rapports qui permettent au président de la République de prendre des mesures en rapport avec la politique générale du gouvernement tout en donnant qu'il est composé d'experts qui sont sur terrain et qui constatent en temps réel l'évolution de la situation. Il trouve par ailleurs que ce document n'a pas été transmis à cause d'une haine contre le président ou son parti politique mais par amour du pays et estime que cela montre que Nkurunziza est contre le contenu de ce rapport ainsi que les conseils qui lui demandent de lâcher le 3^e mandat et trouve qu'il est plutôt d'acquiescer à briguer. [rpa/bonesha]

| Gouvernance - Le syndicat général des commerçants du Burundi (SYGECO) se dit étonné d'apprendre que le gouvernement du Burundi veut procéder à la concession de la place où était l'ancien marché de Bujumbura parti en fumée en janvier 2013. Le président de cette association estime que cela équivaudrait à un simple massacre psychologique des victimes de cet incendie. Audace Bizabishaka annonce même que cela est inadmissible et que le syndicat va être dans l'obligation de porter plainte contre l'Etat du Burundi. Il estime en outre que cette place appartient aux anciens commerçants de ce marché et que par conséquent, personne ne peut prendre une mesure à ce sujet sans les en avertir. Il met tout de même en garde toute personne qui serait tentée d'être trompée par le gouvernement afin d'acheter cette place estimant que ce sera à ses risques et périls. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

- La confédération syndicale du Burundi (COSYBU), les syndicats STEB, SLEB, SYNAPEP et CONAPES ainsi que les autres organisations de la société civile burundaises engagées dans la lutte contre la vie chère annoncent qu'elles vont bientôt observer un mouvement de grève générale pour réclamer de meilleures conditions de vie. Selon le président de l'OLUCOME qui s'est exprimé au nom de ces organisations, ils ont déjà écrit deux correspondances au président de la République pour demander que la taxe de 42 Fbu par minute ajoutée au tarifs de télécommunication soit levée mais en vain. Gabriel Rufyiri trouve donc que le président de la République n'est pas en train d'aider pour cette situation soit bloquée. Ainsi, il affirme que cette taxe doit être supprimée et que le prix de l'essence soit revu à la baisse pour être fixé à 1700 Fbu par litre puis que cela serait tout le moins conforme au prix actuel du baril de pétrole sur le marché international. Il précise que le gouvernement a jusqu'à ce vendredi pour décider et que si tel n'est pas le cas, une grève générale dans tous les secteurs tant publics que privés sera observée à partir de la semaine prochaine. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

| Société | Les habitants des collines de Buheka et Kiderege de la commune Nyanzabac de la province Makamba ont fait une barricade aux agents de la Commission Nationale Terre et Autres Biens (CNTB) ce mardi pour les empêcher d'exécuter des décisions qu'ils avaient prises. Armés de gourdins, bâtons, machettes et sifflets, plus de 1000 personnes ont intimé l'ordre à ces agents de rebrousser chemin malgré un important dispositif policier dont ils étaient munis. Selon eux, cette commission ne rend que des décisions qui mettent en danger l'unité de la population puisqu'elle se donne même le droit de reformer les décisions rendues antérieurement même commission en dehors même de toute plainte. Ils accusent le président de cette commission d'être personnellement impliqué dans cette déstabilisation et lui demandent de rendre le tablier. Ils trouvent qu'ils n'ont pas la force de supporter cette situation où la commission rapatrie les uns pour faire fuir les autres et indiquent qu'ils sont prêts à tout pour contester ces décisions. Ils demandent le respect de la cohabitation pacifique qui a toujours caractérisé les Burundais et de laisser les personnes s'entendre sur la manière de cohabiter. [isanganiro]

- Sur cette même question, le parti Uprona dirigé par Charles Nditije trouve inadmissible que la population fasse un bloc contre la police. Selon ce député élu dans la province de Bururi, il s'agit d'un signe que la population devient de plus en plus colérique suite aux décisions rendues par cette commission. Il trouve qu'il s'agit d'une situation préoccupante dans la mesure où les non rapatriés (Hutu et Tutsi confondus) sont traumatisés pour n'avoir pas fui le pays. Il demande ainsi que les droits des uns et des autres soient protégés pour asseoir une vraie paix construite sur des supports sociaux durables. Il interprète le nombre de policiers qui accompagnent le président de la CNTB comme un signe qu'il est conscient qu'il ne respecte pas la loi sur la CNTB. Il demande plus de diligence dans ces dossiers surtout dans cette période où le pays va tout droit aux élections. [isanganiro]